

## Ottawa subventionne le privé en R et D au détriment de la recherche axée sur la découverte

### *Diffusion immédiate*

**(Ottawa – 21 avril 2015)** Dans le budget présenté aujourd'hui, le gouvernement fédéral rate une nouvelle occasion de remettre la science et la recherche sur la bonne voie au Canada, selon l'organisation qui représente le personnel académique des collèges et universités du pays.

« En matière de soutien à la recherche universitaire, l'approche du gouvernement n'a rien d'équilibré, déclare David Robinson, directeur général de l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université. Le budget d'aujourd'hui, qui ne prévoit de l'argent frais que pour les projets ayant un intérêt commercial, le confirme. Le gouvernement n'a toujours pas compris que l'innovation et les véritables progrès scientifiques sont le résultat de la recherche fondamentale à long terme, et non de la réponse à court terme aux besoins du marché. »

Le gouvernement fédéral n'investira que 10 millions de dollars pour stimuler la recherche et l'innovation en 2015-2016. Il attend en 2017-2018 pour octroyer la majeure partie de l'argent frais prévu, à la Fondation canadienne pour l'innovation. La plupart des investissements dans la recherche de pointe annoncés aujourd'hui iront aux projets de recherche ciblés et ayant des visées politiques.

« Les investissements annoncés tant dans le budget d'aujourd'hui que dans celui de l'an dernier ne sont pas suffisants pour stimuler l'innovation, ajoute M. Robinson. L'approche qu'a jusqu'ici adoptée le gouvernement a échoué, y compris selon ses propres critères. »

Le gouvernement fédéral a annoncé l'octroi d'une somme supplémentaire de 46 millions de dollars aux conseils subventionnaires, mais seulement à compter de 2016-2017. La quasi-totalité des nouveaux fonds alloués aux conseils subventionnaires pour la recherche seront affectés à des projets ayant un intérêt commercial et politique. Le bilan international du Canada en recherche et développement demeure maigre, malgré les généreuses subventions au secteur privé et le financement ciblé de la recherche. Le Canada se situe maintenant au 22<sup>e</sup> rang des 34 pays de l'OCDE pour l'investissement privé en R et D, alors qu'il était au 16<sup>e</sup> rang en 2006.

« Les Canadiens ont droit à une politique scientifique renouvelée, dont les orientations appuient la recherche fondamentale qui est utile à tous », de conclure M. Robinson.

L'Association canadienne des professeures et professeurs d'université est le porte-parole national des 68 000 professeures et professeurs et employés en poste dans les quelque 120 universités et collèges du pays.

-30-

**INFORMATION :** Angela Regnier, agente des communications, Association canadienne des professeures et professeurs d'université au 613-726-5186 (bur.); au 613-601-6304 (cell.); ou à regnier @caut.ca (courriel).